

Le salarié du Lot

Actualité revendicative 2

*Un printemps très
revendicatif!*

Carte scolaire

Institut Camille Miret

Les postiers en colère

*Traité transatlantique,
ça va faire mal!*

Vie syndicale 6

*SNCF,
la CGT loin devant!*

1er congrès de l'USTM

*La syndicalisation:
c'est l'affaire
de toutes et
de tous dans la CGT*

*Election conseillers
prud'hommes*

*La CGT Educ'action
des actifs et
des retraités
dans le LOT*

Edito.



Mobilisation nous !

A l'annonce des résultats des élections européennes en France, ce fut la consternation générale.

Le FN arrivait largement en tête, avec 24,85 % des suffrages exprimés, dépassant même les 30 % à certains endroits.

Pourtant, à y regarder de plus près, la grande gagnante de ces élections, ce ne sont pas les listes FN, c'est l'abstention avec plus de 56 %.

Ce résultat n'a rien d'exceptionnel, et de surprenant.

Cette victoire électorale n'est autre en définitive que le fruit du rejet des politiques en place, qu'elles soient à l'échelle européenne et nationale.

C'est ce rejet qui s'est largement exprimé.

Cette adhésion aux idées du FN exprime avant tout la désespérance produite par la hausse du chômage, des licenciements collectifs, la baisse du pouvoir d'achat, l'austérité, et surtout le résultat des politiques libérales passées et actuelles...

La progression de l'extrême droite, dangereuse et mortifère, nous appelle tous à redoubler d'efforts pour que les voies de l'alternative d'une vraie gauche triomphent sur le repli, la xénophobie et l'homophobie.

Face à l'imposture sociale de cette mouvance politique, il est plus que jamais nécessaire de s'organiser syndicalement et de construire les luttes en partant des revendications et des besoins.

La CGT appelle les salariés, les retraités, les privés d'emploi et l'ensemble des forces pour le progrès social, à se mobiliser le 26 juin, lors de la prochaine journée de grève nationale interprofessionnelle.

« Il n'y a pas de vent favorable pour celui qui ne sait pas où il va » Sénèque (An IV avant JC).

Un printemps très revendicatif!

18 mars : mobilisation dans les entreprises autour des cahiers revendicatifs et 250 au rassemblement à Cahors contre le pacte de responsabilité.

4 avril : manifestation Européenne et régionale à Toulouse, pour un grand plan d'investissement à l'échelle Européenne.

1er mai : trois manifestations à Cahors, Figeac et Biars pour la journée internationale des travailleurs.

15 mai : 250 manifestants à Cahors du secteur publics sur les salaires et l'emploi.

22 mai : 22 000 cheminots à Paris, contre le démantèlement de l'entreprise publique.

Ces journées de mobilisation nationales et européennes au cœur du printemps social, permettent à la CGT d'être présente sur le terrain revendicatif. Elles s'inscrivent dans la dynamique de notre campagne sur le coût du capital.

Elles sont le moyen d'aller à la rencontre des Citoyens salariés ou non pour échanger et les informer de nos revendications et de nos propositions.

Une nouvelle journée de grève et de mobilisation interprofessionnelle est prévue le 26 juin, juste avant la grande conférence sociale.

Nous avons besoin de mobiliser, de nous faire entendre et peser dans le débat.

Les richesses ce sont nous les salariés qui les créons, nous devons avoir un juste retour de notre travail, c'est un bien collectif, trop de cadeaux sont faits au patronat sans contrepartie. Seule la mobilisation du plus grand nombre permettra le changement de politique économique et sociale dans notre pays!

Faisons nous entendre, tous ensemble et nombreux aux manifestations du 26 juin.

*Le SG de l'UD
Matence Patrice*



Carte scolaire

L'embellie fut de courte durée, nous n'avons même pas eu le temps dans le Lot de profiter un tant soit peu des soi-disants mesures phares promises par notre ministre précédent: plus de maîtres que de classes, scolarisation dès 2 ans, développement des RASED.

Nous voilà repartis dans la spirale infernale des suppressions de postes avec comme corollaire l'arithmétique implacable de l'administration visant à fermer des classes pour atteindre les objectifs.

Avec une dotation négative de 4 postes sur le département pour seulement 32 élèves en moins, on nous présente une carte scolaire comportant 5 fermetures de classes, 2 retraits d'emplois hors la classe et 1 fermeture d'école.

Fermeture décidée par la mairie de Cahors sans aucun dialogue social dans un mépris total des habitants, hautement symbolique, puisqu'il s'agit de l'école Henri Tamier dans le quartier Ste Valérie; et cela sous le prétexte de sauver une classe à l'école Jean Calvet.

Ce quartier sensible est dans une déshérence totale, il vient de perdre son centre social et maintenant c'est au tour de son école.

Quelle ironie! la première mesure du mandat de la nouvelle mairie socialiste de Cahors est de fermer une école maternelle de quartier, qui était un espace reconnu de lien social.

Que penser aussi de l'UNSA qui a voté pour la fermeture lors du Conseil Départemental de l'Education Nationale, à eux d'en assumer les conséquences.



Nous déplorons cette politique qui n'est qu'une déclinaison locale de la politique d'austérité nationale se faisant une fois de plus au détriment des plus fragiles; La CGT éducation46 est mobilisée avec les parents d'élèves contre cette fermeture en particulier et contre toutes les autres mesures régressives imposées par la carte scolaire 2014 dans le Lot.

*Pour la CGT éducation46
Isabelle Baudis*

Institut Camille Miret

Les salariés de l'ICM sont en ébullition, ce sont près de 300 salariés qui ont participé à la mobilisation lancée par les syndicats CGT et CFDT de l'établissement le 19 mars et autant le 22 avril qui ont remis ça. Mécontentements et inquiétudes sont au cœur du mouvement.

Ces grèves sont la réponse à une dégradation progressive du climat dans l'établissement: pressions sur les salariés, mensonges, non-respect des accords d'entreprise en vigueur depuis des années, conditions de travail détériorées.

L'annonce de la direction de supprimer des jours de RTT et de ne pas remplacer des départs à la retraite a été le détonateur, la goutte qui fait déborder le vase.

Une expertise financière a été votée par le CE dans le but de réaliser un état des lieux réel de l'établissement.

Acteur financier majeur, l'ARS pourrait entrer en cure d'austérité et réduire sa dotation.

« Des bruits de couloir qui font que le directeur



anticipe cette éventuelle perte de moyens en essayant de rogner les acquis sociaux des salariés, notamment les RTT en interprétant à sa façon l'accord.

Le 22 avril, à l'issue de la négociation, elle a reculé sur les revendications portées par les salariés, ce qui a permis la reprise du dialogue social.

Les négociations à venir porteront sur cinq points: le respect et la reconnaissance, l'organisation du travail, les salaires, le management et la qualité des soins.

C'est grâce à la mobilisation des salariés et au rapport de force que la direction a reculé, c'est aussi un atout pour les négociations qui vont s'ouvrir, à suivre...

Nathalie Chamayou

CGT ICM

Les postiers en colère

Les facteurs de Bretenoux ont fait grève pendant onze jours à l'appel des syndicats CGT, CFDT et FO, 92 % de grévistes. Ils étaient 120 le 16 avril à manifester à Bretenoux, parmi lesquels des facteurs de Cahors, Gramat, Gourdon et Martel.

Ce qui a provoqué la colère des facteurs: La nouvelle réorganisation du centre de courrier de Bretenoux, qui prévoit la diminution des effectifs et la suppression de deux tournées. Supprimer une tournée, c'est augmenter les cadences, c'est la dégradation des conditions



de travail et la déshumanisation du service rendu aux usagers.

Actuellement les facteurs disposent de 14 secondes pour distribuer un courrier et 1 minute 30 pour un recommandé.

La direction a joué le pourrissement du conflit jusqu'au bout, allant même jusqu'à embaucher des intérimaires pour distribuer le courrier sur les places de village, encadré par la gendarmerie.

Après un vote en Assemblée Générale très serré, les grévistes ont décidé d'arrêter le mouvement compte tenu des négociations: C'est grâce à la mobilisation, à la détermination de tous, au rapport de force et à la solidarité que la direction a reculé et que nous avons pu avancer sur nos revendications.

Serge Dondrille

FAPT46

Traité transatlantique, ça va faire mal !

Les médias se sont montrés discrets, et pour certains assez complaisants. Pourtant, s'il est adopté le traité transatlantique sera un véritable séisme social et économique.

Cheval de Troie des idées libérales en Europe, le projet portera atteinte aux démocraties. Ses conséquences pour les Citoyens et salariés amorceraient un recul sans précédent dans notre histoire.

De nouvelles normes seraient édictées entre l'Europe et les Etats-Unis: normes économiques, commerciales, sociales, et environnementales avec la suppression des barrières douanières et la déréglementation du commerce. L'objectif est de rechercher les normes les moins contraignantes pour les multinationales.

Les normes sociales subiraient une harmonisation par le bas. En ligne de mire: la protection sociale, qui serait alors considérée, comme une entrave à la libre concurrence. Idem pour le salaire minimum et les garanties du droit du travail. Les services publics ne seront pas en reste. Toutes les dispositions de précaution sanitaire, de qualité alimentaire, la protection

des consommateurs, les créations culturelles seraient marchandisées.

Cerise sur le gâteau: les multinationales pourraient exiger des états de garantir leurs objectifs financiers, au travers d'un tribunal arbitral privé.

Ce n'est pas un traité pour la croissance et l'emploi, c'est pour donner le pouvoir aux firmes privées. Leur ambition étant de parvenir à une réalisation complète des objectifs inscrits dans les accords de l'OMC dont la finalité -dérégulation totale au profit du secteur privé- n'a pas encore été atteinte. Il

s'agit d'éliminer des droits et des obstacles inutiles au commerce: législations et réglementations sociales, salariales, sanitaires, phytosanitaires, environnementales et écologiques.

De manière insidieuse, se profile une dictature sans bottes, ni blindés, la dictature feutrée des salons financiers, tapissée de moquettes épaisses, dans lesquels se déciderait le degré de misère des peuples, selon l'avidité des actionnaires.

François Hollande a déclaré lors de sa rencontre avec Obama: « nous avons tout intérêt à aller vite sur ce dossier ». Pourquoi? Pour tenter de passer en force, éviter une prise de conscience des peuples européens.

Non! Ce traité ne doit pas être entériné.

Il ne doit pas être laissé aux seules mains des négociateurs européens, laquais de la finance internationale. Le peuple a son mot à dire!

La CGT entend tout mettre en œuvre pour faire avorter ce projet scélérat, afin de préserver notre démocratie et notre modèle social.

Pour en savoir plus: le blog de Raoul Marc Jennar : <http://www.jennar.fr> qui est venu à Cahors tenir une conférence sur « le grand marché transatlantique ».



Fabrice Nollet

SNCF, la CGT loin devant !

Le 20 mars 2014, se sont tenues les élections professionnelles à la SNCF. Les résultats sont sans équivoque : les Cheminots ont très largement choisi de renouveler leur confiance à la CGT.

Les chiffres sont là, au niveau national la CGT recueille plus de 37 % des suffrages ; la deuxième organisation syndicale est à plus de treize points derrière.

Dans le contexte actuel, avec la réforme du ferroviaire qui se profile, c'est un signe fort adressé à la direction de la SNCF et au gouvernement de la part des Cheminots qui entendent bien peser sur les choix qui seront faits.

Au niveau régional, l'écart est encore plus important : 48 % pour la CGT, la deuxième organisation syndicale totalise 17 %.

Il est à noter le taux de participation dépasse les 72 %, malgré une organisation déplorable mise en place par la direction.

Sur le bureau de vote regroupant la filière équipement (fonction regroupant le plus grand nombre de cheminots sur le Lot et le Tarn-et-Garonne), là encore les résultats sont sans appel : 68 % pour la CGT, la deuxième organisation est à plus de cinquante points derrière !

Ce résultat CGT récompense l'engagement quotidien de ses militantes et militants, qui s'effectue en proximité des cheminots mais également en dehors de la SNCF, avec les usagers, pour la défense d'un service Public de qualité.

Les cheminots étaient 22 000 dans l'action lors de la journée d'action nationale le 22 mai à Paris contre la réforme du système Ferroviaire relancée par le gouvernement et la direction SNCF, qui vise à éclater l'entreprise publique SNCF, on ne lâche rien !

Philippe Jorrey



1er congrès de l'USTM



L'enjeu de ce 1er congrès des Métallos de la « Mécanic vallée » était de franchir une nouvelle étape, dans le travail qui a été conduit depuis maintenant quelques années sur ce territoire à cheval des départements du Lot, de l'Aveyron, de la Corrèze et de deux régions.

Ce sont 26 syndicats qui étaient représentés lors de la création de cet outil de coordination. La CGT, seule force organisée sur ce territoire totalise 44 % en termes de représentativité, nous sommes passés de 428 syndiqués en 2008 à 725 fin 2013 ! Une progression constante et ce, malgré la casse de l'emploi et les nombreux départs.

La mise en place de cette Union Syndicale des travailleurs de la métallurgie répond au besoin d'avoir un outil syndical à la hauteur de nos ambitions revendicatives : l'emploi, la reconquête de l'industrie, l'attractivité de nos métiers par le progrès social, le renforcement de la CGT avec l'objectif des 1 000 adhérents.

Bref, une CGT qui bouge, une CGT à l'offensive !

Alain Hébert

Animateur Mécanic Vallée

La syndicalisation: c'est l'affaire de toutes et de tous dans la CGT



Pour porter encore plus fort nos exigences, nous avons besoin de nous renforcer, en augmentant nos adhérents dans la CGT.

Chaque syndiqué peut et doit être acteur. Avoir une CGT renforcée qui représente mieux le salariat dans toute sa diversité, une CGT plus efficace, plus proche, qui organise les solidarités sur tous les lieux de travail, dans toutes

les branches professionnelles, dans tous les territoires: C'est l'affaire de toutes et de tous les syndiqué(e)s de la CGT.

Du matériel, dépliants, tracts, livrets, formations sont disponibles pour aller à la rencontre des salariés dans et hors de l'entreprise à tes connaissances, sur cette question de la syndicalisation. Soyons à l'offensive dans nos organisations sur le renforcement, avec les nouvelles règles sur la représentativité, il ne s'agit plus d'être fort dans son entreprise, il faut être fort partout!

*Cécile Guillaumard
Responsable à la Vie Syndicale*

Election conseillers prud'hommes



Un article du projet de loi sur la démocratie sociale doit être soumis bientôt au Parlement. Le gouvernement pourrait être autorisé à procéder par ordonnance pour remplacer cette élection par un mécanisme désignant les conseillers prud'hommes sur la base de la nouvelle mesure de la représentativité syndicale.

Cette suppression de l'élection des conseillers prud'hommes au suffrage universel est une attaque à la citoyenneté et un déni de démocratie :

- 5 millions de chômeurs, ainsi que les travailleurs précaires, se verraient privés de toute expression vis-à-vis de leurs juridictions prud'homales, ne participant pas aux élections des représentants du personnel au sein des entreprises, scrutin sur lequel la représentativité syndicale est désormais mesurée...
- 5,4 millions de salariés ne pourraient pas faire entendre leur voix en 2015 n'ayant pas été pris en compte dans la mesure de la représentativité actuelle

C'est tout simplement inadmissible!

Élus tous les 5 ans au suffrage universel, les conseillers Prud'hommes sont une force inestimable pour les salariés qui veulent obtenir réparation d'un préjudice subi de la part de leur employeur, qu'ils soient précaires, privés d'emploi ou retraités.

56 500 personnes l'ont déjà signé, et vous ?

Diffuser, faite signer la pétition CGT version papier ou en ligne:

J'exige le maintien
des élections prud'homales en 2015:

<http://www.cgt.fr/article40824>

*Claudine Sensi
Conseillère prud'hommes*

La CGT Educ'action des actifs et des retraités dans 1e LOT.

Première quinzaine d'avril particulièrement chargée pour le syndicat CGT Education du LOT. D'abord accueillir à AUZOLE une forte cinquantaine de membres de la CE décentralisée de la Section Nationale des Retraités de l'Education Nationale. Ensuite, recevoir à CAHORS pour leur conférence régionale, une toute aussi forte cinquantaine de militant-e-s CGT Educ'action des huit départements de Midi Pyrénées. Chez les « anciens », chez les « vieux » militants, pas d'ouverture des travaux sans le gargarisme matinal d'une tonitruante « Internationale » ! Ordre du jour dense et serré. Inévitable retour sur le 10e congrès national de l'Union Confédérale des Retraités CGT (UCR CGT). Occasion de vérifier la dimension transverse des revendications du syndicalisme retraité dans lequel tout corporatisme recroquevillé fragilise l'unité d'action. Puis vint le débat de fond sur le premier

projet d'école vraiment écrit par la CGT. Interventions brillantes et fouillées mêlèrent histoire et enjeux de société. Heureusement, le remue méninges fut adouci en milieu de séjour par le « politicoland » décapant de l'imitateur Marc ENGAMARRE.

Climat moins serein chez les « actifs » enseignant-e-s de Midi-Pyrénées ! Beaucoup de sémantique. Stratégie du pas à pas dans une forêt d'amendements sur le document d'orientation. Ambiance tendue. Débat difficile. Incompréhensions voire suspicion. Clivage entre syndicalisme « rural » et « urbain ». Bref, une journée peu paisible, peu fraternelle... au bout du bout sans bouleversement aucun des orientations de fond et de forme de l'Union Régionale des Syndicats de CGT l'éducation.

J.-L. Couderc.

